

Last update: 11-09-2015

Ref. #	Titre du Project: Reference Number:		Etudes sur le renforcement de la justice pénal au Mali ML13093					
Nom de l'entité juridique	Pays	Valeur globale du contrat (USD)	Partie du projet réalisée par l'entité juridique (%)	Nombre d'effectifs mis à disposition	Nom du client	Source du financement	Dates (début/fin)	Nom des membres du consortium, le cas échéant
<b>CILC</b>	Mali	108.435	100%	3 experts internationaux, 4 experts nationaux, 3 CILC personnel	Le Programme Conjoint des Nations Unies d'Appui à la promotion des Droits de l'homme (P.D.H.) et le Ministère de la Justice du Mali	l'Ambassade des Pays Bas au Mali	01.09.2013-30.04.2014	-
Description détaillée du projet						Type et portée des services fournis		
<p>L'objectif général était d'évaluer la capacité du personnel liée à la chaîne pénal</p> <p><b>TDR 1 L'analyse de la chaîne pénale</b> Deux axes de recherche 1. La chaîne pénale 2. Les étapes de collecte données</p> <p><b>TDR 2 L'analyse des conditions des cellules d'appui</b> Dans la première étape les consultants nationaux et internationaux se concentreront sur l'étude consolidée du contexte. La deuxième étape se concentrera plutôt sur les cellules d'appui technique (dans le contexte de la crise et comme mécanisme permanente).</p> <p>Résultats attendus:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une méthodologie uniforme et/ou complémentaire pour les deux études;</li> <li>• Un accompagnement/conseils sur l'utilisation de la méthodologie;</li> <li>• Une étude complétée par une perspective internationale (si pertinent);</li> <li>• Une synthèse des deux études avec des recommandations et un plan d'action.</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des ateliers</li> <li>• Travailler selon une approche méthodologique</li> <li>• Ecrire une synthèse des deux études avec des recommandations et un plan d'action</li> </ul> <p>CILC a fourni le coordinateur, expert dans les domaines du droit international, des droits de l'homme et du droit pénal international (37 jours ouvrables), un expert juge et médiateur (10 jours ouvrables) et un conseiller juridique en droits humains (38 jours ouvrables). CILC personnel composée d'un directeur de projet (4 jours ouvrables), assistant de projet (3 jours ouvrables) et contrôleur (1 jour ouvrable).</p>		